

Réponse à des lectrices et lecteurs

Le débat stratégique concerne aussi Québec solidaire

1. ASSÉ et syndicats

[...] *En ce qui concerne la manif de cet après-midi, voilà ce que j'écrivais hier à l'ASSÉ qui n'a pas jugé bon d'accuser réception. Vous êtes très sympathiques et je soutiens votre ferme opposition aux coupures dans l'accès aux services, au financement public de l'éducation, de la santé. Je me reconnais dans votre indignation face aux discours vides, etc.*

Par contre, quand vous invitez un jeudi à 14h les « travailleurs et travailleuses » à venir manifester, je vous trouve un peu ... déconnectés ? Je veux bien qu'on demande de plus en plus aux « travailleurs et travailleuses » d'être flexibles et je soupçonne que bon gré mal gré, les horaires atypiques se multiplient, mais il me semble – ou serait-ce moi qui est déconnectée – que la plupart d'entre nous soyons au boulot, si nous en avons un, un jeudi à 14h. C'est un peu comme inviter un copain végétarien à venir manger un bon bœuf bourguignon. Aussi bien lui dire que vous vous moquez du tiers comme du quart qu'il vienne ou non puisque vos autres copains seront là pour animer votre souper. [...]

R : Je pense que cette manif a été le baume sur la plaie de cette affreuse campagne électorale. Elle était un jour de semaine pour mobiliser le maximum d'étudiantes qui étaient en grève. Le potentiel de mobilisation étudiante aurait été moins grand en fin de semaine.

Il ne faut pas oublier que le mouvement syndical a laissé tomber la CLASSE durant le Printemps érable en ne prenant pas le relais avec une "grève sociale" malgré, du moins à la CSN, une volonté favorable de la couche militante.

Il était quand même possible aux directions syndicales (et à celle de QS) de faire un appel à la mobilisation même un jour de semaine, ce qu'elles n'ont pas fait. On rêve d'une journée de grève conjointe étudiant-syndicats. Pour ça, un Québec solidaire vraiment de la rue pourrait jouer un rôle de stimulateur et de coordination.

2. La parenté stratégique PQ et Québec solidaire

[...] *Une question casse-cou : pourquoi le soutien électoral à Québec Solidaire plafonne malgré un évident capital de sympathie? Je vais oser une hypothèse, avec le sentiment de violer un tabou, voire de proférer un sacrilège : la somme du soutien au PQ et à QS est pratiquement égale au soutien à la souveraineté, et ce à un moment où la constitution ne fait pas partie des préoccupations de la majorité de la population; un Québécois de gauche non souverainiste, fût-il autonomiste, n'a personne pour qui voter. Autrement dit, l'offre politique actuelle est dangereusement incomplète par rapport au Québec réel. Le prochain mandat gouvernemental n'inspire pas d'enthousiasme, et il faudra avoir le courage d'étudier pourquoi à compter de mardi le 8 avril.*

R : Je crois que ton intuition est juste et qu'en gros les résultats électoraux le prouvent. Il me semble toutefois que la question nationale a bien été le principal discriminant de cette élection. Si le total des votes PQ + QS + ON = OUI, c'est que ces trois partis ont la même conception institutionnelle de la stratégie d'accès à l'indépendance. L'axe central en est le référendum même si le radicalisme nationaliste ON tend plutôt vers l'élection référendaire et que la version de gauche QS le fait précéder d'une assemblée constituante. Le cul-de-sac de cette approche c'est qu'elle fait l'hypothèse du consentement démocratique de l'adversaire fédéraliste tant à l'intérieur du Québec qu'à l'extérieur. Or il y a assez de preuves historiques du contraire dont Octobre 1970 est la plus probante. Ce serait encore davantage le cas si l'accès à l'indépendance s'appariait à

un « projet de société » comme le propose Québec solidaire. Jamais plus le gouvernement canadien ne fera l'erreur d'appréciation de 1995 croyant que 1980 se répéterait étant donné les sondages pré-référendaires. Ça, le peuple québécois le sait d'où la division populaire francophone qui s'ajoute au vote non francophone massivement pour le NON.

La stratégie alternative pour se sortir de ce cul-de-sac c'est d'en revenir à une mobilisation sociale ample, profonde et longue s'apparentant à celle de l'époque 1966-1976 que j'appelle la « révolution tranquille prolétarienne » mais qui n'a pas abouti faute d'une direction politique de classe indépendante de la petite-bourgeoisie nationaliste qui, par le PQ, avait pris le contrôle politique de cette grande vague après l'erreur monumentale du recours au terrorisme. Ce qui fait que le grand soulèvement syndical de 1972, où deux petites villes furent brièvement sous contrôle ouvrier, est retombé politiquement à plat. Aujourd'hui où se combinent crises économique, écologique et démocratique dans un contexte d'austérité imposé par l'hégémonie écrasante du capital financier, il me semble que la stratégie gagnante serait pour Québec solidaire d'encourager un mouvement de grève sociale dont l'horizon serait l'indépendance pour exproprier les banques et sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique. Cette perspective, me semble-t-il, serait en mesure de rallier non seulement la grande majorité du 99% francophone mais aussi une bonne partie des non-francophones tout en suscitant la sympathie du peuple canadien suffisamment pour bloquer l'interventionnisme fédéraliste.

La victoire de la rue serait couronnée par une assemblée constituante avec référendum. Mais les urnes sont ici sous le contrôle de la rue et non pas l'inverse comme le disent les secteurs les plus à gauche dans Québec solidaire. Dans un tel contexte, il ne serait bien sûr plus question de la possibilité absurde d'une assemblée constituante fédéraliste et de droite, ni non plus du piège insoluble de la « gouvernance souverainiste ». Le réveil des peuples du printemps arabe au printemps érable en passant par les mouvements Occupy et des Indignés suggère qu'une époque de soulèvements s'annonce à laquelle manque une direction politique anticapitaliste pour la faire aboutir. Voilà le défi de Québec solidaire.

3. Convergence entre le PQ et la CAQ

Ce que l'on verra sous peu sera la convergence entre PQ et CAQ. C'est inévitable. D'après moi, le clin d'œil entre Péladeau, le roi, et Legault, le vassal, se fait déjà.

R : D'accord. Legault a déjà lancé l'invitation. Que Bédard, le chef intérimaire du PQ soit un proche de PKP est un signe de cette tendance. Mais il y a une "gauche" péquiste, de plus en plus importante au fur et à mesure qu'on descend vers la base. Québec solidaire saura-t-il la récupérer ?

J'ignorais que Legault l'avait suggéré publiquement. Je croyais qu'ils allaient faire la comédie jusqu'à ce que le 'processus' ne soit dévoilé au moment approprié.

R : J'y suis allé un peu cavalièrement dans ma première réponse. La parenté socio-économique entre PKP et Legault est évidente mais pas sur la question nationale. À première vue PKP apparaît comme un Parizeau néolibéral où cohabite paradoxalement un ultra nationaliste et un ultra libéral. Cependant, étant donné les liens entre Québecor et les Conservateurs fédéraux par la chaîne Sun, je soupçonne de la part de PKP un chantage maximum casse-gueule par rapport à un gouvernement fédéral qui ne veut plus jouer de la carotte mais seulement du bâton avec le Québec étant donné sa nouvelle marginalité économique, pour raison de pétrole, et politique, pour raison démographique, dans l'équation canadienne. Comme de plus l'indépendantisme de droite m'apparaît sans issue électorale, à moins de faire une hypothèse de dérive réactionnaire identitaire de la société québécoise toujours possible en cas de dégringolade économique sans alternative de gauche crédible, un rapprochement PKP-Legault est envisageable sous peine de contorsion sur la question nationale. Émergerait une nouvelle Union nationale, dont Legault se

réclame déjà, autonomiste et réactionnaire. Mais tout cela n'est pour l'instant qu'une hypothèse parmi bien d'autres d'un système algébrique à plusieurs inconnues.

4. Parti parfait ou anticapitalistes conséquents

Il faudrait le créer, alors, ce parti parfait que vous souhaitez... Bonne chance !

R : ... ou œuvrer à transformer QS de l'intérieur en diapason avec les luttes sociales. La base de QS est bien plus radicale que sa direction. Ceci dit, il n'y a pas de raccourci.

La base de QS plus radicale que sa direction ? Pas sûr, ça reste à démontrer. À Montréal peut-être. Ailleurs ? Et son électorat réel ou potentiel est-il plus radical ? Je n'en suis pas convaincu du tout. Une position plus radicale, ça voudrait peut-être aussi dire un retour à 2 ou 3 % du vote : comme le NPA français. C'est ça qu'on veut ? Pas moi en tous les cas.

R : Il s'agit ici de base militante à distinguer non seulement de l'électorat mais aussi des membres, bien plus nombreux que la base militante dans un parti à cartes. La contradiction entre la direction et cette base est tout aussi importante qu'elle l'était au PQ -- il en reste même quelque chose -- au sujet du référendum et de la défense de la langue. Originant du mouvement altermondialiste et de son corollaire, "l'esprit de Mercier", et renouvelé par l'esprit du Printemps érable, la base militante du parti, davantage à Montréal et à Québec qu'ailleurs certes mais le gros des troupes militantes y réside, est antilibérale par rapport à la direction sociale-libérale du parti.

La preuve la plus récente en est les tensions au sujet de la plate-forme électorale. Publiée sur le tard en catimini et jamais publicisée, elle a été enfouie dans le site web. Ces points saillants antilibéraux n'ont soit jamais été mentionnés dans la campagne, soit seulement dans des documents lus par des initiés, soit quand des intervieweurs ou des animateurs, quand ce n'est pas le Parti vert, forçaient la note (ex. le transport collectif gratuit). Or cette plate-forme émanait de la base du parti sous la coordination de la Commission politique statutairement indépendante de la Coordination nationale et plus fidèle à son antilibéralisme. Mentionnons en plus le silence assourdissant sur la fermeture d'Electrolux alors que la plate-forme électorale fournit un cadre de réponse clair mais trop radical pour la direction du parti. (On trouvera une élaboration plus détaillée de tout cela dans mes articles durant la campagne.)

La performance électorale d'un parti antilibéral tendant vers l'anticapitalisme est-elle nécessairement mauvaise ? Elle ne l'a pas toujours été pour le NPA même s'il a fallu l'ambigu vedettariat, mais pas du tout la compromission, d'Olivier Besancenot toujours resté fidèle au programme du parti y compris à ses points les plus acérés. La contradiction entre la popularité électorale du NPA et sa modestie organisationnelle, même avant sa crise, a fourni la brèche pour qu'émane de l'aile gauche du Parti socialiste un institutionnel parti antilibéral autour d'un chef très verticaliste et très nationaliste dont le très relatif succès électoral, en stagnation, n'est dû qu'à son alliance avec le PC, lui-même aile gauche de l'alliance sociale-libérale autour du PS qui s'est complètement néolibéralisé. Comme imbroglie on ne fait pas mieux. Est-ce l'exemple à suivre ?

Malgré des circonstances favorables, même très favorables, des campagnes électorales de 2012 et 2014, le vote Solidaire n'a augmenté que respectivement de 2.2 points de pourcentage et de 1.6. En 2012, le vent du Printemps érable gonflait la voile Solidaire malgré un discours à gauche du PQ qui mêlait les cartes. En 2014, Québec solidaire occupait tout l'espace entre l'extrême-gauche et la droite, y compris le centre. Même Option nationale était en perte de vitesse. Il y a une limite à blâmer le vote stratégique et les médias. En 2012, quatre des cinq slogans Solidaires se retrouvaient dans le programme péquiste. Ceux de 2014 étaient à ce point larges qu'ils se démarquaient à peine. La couverture médiatique était égale pour les grands moments (Tout le monde en parle, les deux débats des chefs). Pour le reste, un parti de gauche ne doit pas s'attendre à un traitement équitable de monopoles médiatiques sauf que les médias fédéralistes

n'étaient pas mécontents que Québec solidaire nuise au PQ et Le Devoir ne se réjouissait pas de la dérive droitière et xénophobe du PQ pour laquelle les Solidaires servaient d'antidote.

La sympathique recherche de « consensus » Solidaire ne permet pas de se démarquer stratégiquement, ce qui rassure les grands médias. Elle masque le fait que les réformes Solidaires, à moins peut-être d'être prises une à une, sont incompatibles dans leur ensemble avec la néolibérale austérité à long terme devenue la norme dans tous les pays du « vieux capitalisme » de sorte à soutenir la compétition des pays émergents, particulièrement celle de la Chine. (Il n'y a que les ÉU qui, parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale, peuvent actionner la planche à billets sans conséquences ni sur leur taux de change ni sur l'inflation mais ils se servent de leur marge de manœuvre pour leur budget militaire et sécuritaire.) Seul les dépenses publiques en infrastructures, hors budget sauf l'amortissement, rencontrent la faveur du capital, d'une part en mal de prêts lucratifs et sécurisés, autant que possible avec « primes de risque », et d'autre part assoiffé de demande solvable en ces temps de disette. Mais ces infrastructures doivent d'abord contribuer à l'accumulation du capital et non au bien-être de la population.

Pour rassurer l'électorat, la direction Solidaire, par son assemblée constituante, réconcilie la rupture indépendantiste avec la continuité institutionnelle. La bourgeoisie canadienne, avec l'appui indéfectible de celle étasunienne, résistera bec et ongles au bris de sa base territoriale. Le temps venu, le rejet du parlementarisme révélera cette contradiction dans les termes. Plus jamais la bourgeoisie canadienne ne se laissera prendre dans le « piège à homards » référendaire. Pas plus le peuple québécois pour des raisons diamétralement opposées. Il a compris que l'utopique indépendance sans rupture ne pourrait se faire qu'à un coût élevé pour peu de bénéfiques. Le jeu n'en valant pas la chandelle, il s'abstient en attendant la brèche d'un nouveau Printemps érable qui permettrait de déborder les urnes par la rue.

Certes, comme l'opinion publique québécoise, sans manipulation, est plutôt de centre-gauche, un gouvernement Solidaire est du domaine du possible. Mais il serait l'équivalent d'un gouvernement NPD au Canada (si ce n'est plutôt dans une province), d'un gouvernement Socialiste en France ou Social-démocrate en Suède. Sans l'essentiel apport de la rue pour renverser les rapports de force, sa politique sociale-libérale se néolibéraliserait rapidement dans un tournant à la gouvernement Mitterrand du début des années 80 à faire rougir Pauline Marois. C'est ce rapport de forces que Québec solidaire est appelé à construire en provoquant un débat sur la grève sociale, ce qu'il n'a pas fait lors du Printemps érable pour sortir du *stalemate* évident dès le début mai 2012, laquelle grève sera nécessaire pour une victoire du Front commun du secteur public en 2015.

Toutefois, la contribution que seul un parti de gauche peut apporter à la lutte est de lui fournir un horizon stratégique crédible même si difficile. C'est cette horizon auquel aspirait la grande manifestation du Jour de la terre de 2012 au sommet de la mobilisation du Printemps érable. Le peuple québécois ne veut plus de cet horizon d'une indépendance ratatinée à ses enjeux constitutionnel et culturo-linguistique. Il exige un horizon qui résolve les crises économique et écologique, soit une indépendance qui exproprie les banques et sauve la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique sur la base d'une démocratie véritable de bas en haut. Cette mue de Québec solidaire de parti social-libéral, exprimé publiquement par sa direction, en parti antilibéral avec une dynamique anticapitaliste tel que véhiculé par sa plate-forme électorale requiert une action consciente des anticapitalistes en son sein.

De la même manière que la gauche anticapitaliste au sein des Partis de gauche français et allemand, et même au sein du plus radical Syriza grec, s'est organisée en opposition publique et ouverte aux directions, celle au sein de Québec solidaire doit faire de même au lieu de s'intégrer corps et âme dans le parti (ou de rester dans les marges propagandistes) sans en faire une critique systématique de son discours social-libéral, de son opacité grandissante et de sa démocratie limitée et manipulatoire. En parallèle, la même démarche est de mise dans le mouvement syndical tout comme il y a des oppositions syndicales organisées aux ÉU (Labor Notes) et dans une moindre mesure au Canada (le Caucus de gauche lors des congrès du CTC).

Est-ce que le nouveau « Offensive syndicale » sera un nouveau faux départ ? Le révélera son positionnement lors du prochain affrontement du secteur public. Critiquera-t-elle publiquement le concertationnisme des directions syndicales et soutiendra-t-elle le regroupement des opposantes qui, en 2010, avaient été abandonnées à l'obscurité par les médias de gauche, sauf par Rue Frontenac, et par Québec solidaire ?

Ce qui fait défaut en ce moment tant dans le monde qu'au Québec, ce ne sont pas les soulèvements populaires. Il en pleut depuis le Printemps arabe et les mouvements des Indignés. N'est pas au rendez-vous une gauche de la gauche crédible pour leur proposer une issue anticapitaliste alors que la droite extrême et l'extrême-droite arrivent souvent à tromper leur révolte. À nous anticapitalistes québécois de contribuer à corriger ce problème pour que Québec solidaire soit au prochain rendez-vous d'un nouveau surgissement populaire autrement qu'en surfant la vague pour des fins électorales.

Marc Bonhomme, 13 avril 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca